

**Art. 2.** L'article 114 du même règlement, remplacé par l'arrêté royal du 16 avril 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 114. Les médecins du travail rempliront leur mission en toute indépendance technique et morale vis-à-vis de l'employeur ou des travailleurs. Les différends mettant en cause ce principe d'indépendance, qui pourront surger entre les parties intéressées seront examinés, à la demande de l'une ou l'autre de ces dernières, par la commission de concertation des services médicaux du travail visée à l'article 2bis de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail. Cette commission examine également les différends relatifs à la compétence des médecins du travail.

La commission de concertation se prononcera au sujet de ces différends à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, il est présumé que l'indépendance ou la compétence, selon le cas, du médecin du travail, n'est pas remise en question.

L'avis sera communiqué par le président de la commission de concertation à chacune des parties intéressées qui devront s'y conformer. »

**Art. 3.** A l'article 148*nonies* du même règlement, remplacé par l'arrêté royal du 16 avril 1985, les mots « la commission d'agrément prévue à l'article 106 » sont remplacés par les mots « la commission d'agrément prévue à l'article 106 et de la commission de concertation des services médicaux du travail visée à l'article 2bis de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail ».

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi en du Travail,

Mme M. SMET

**Art. 2.** Artikel 114 van hetzelfde reglement, vervangen bij koninklijk besluit van 16 april 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 114. De arbeidsgeneesheren vervullen hun opdracht in volledige technische en morele onafhankelijkheid ten opzichte van de werkgever of van de werknemers. De geschillen die in verband met dat onafhankelijkheidsprijsprincipe kunnen rijzen tussen de betrokken partijen, worden op verzoek van een dezer, onderzocht door de overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten bedoeld in artikel 2bis van de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren. Deze commissie onderzoekt tevens de geschillen die de bekwaamheid van de arbeidsgeneesheren betreffen.

De overlegcommissie doet uitspraak over die geschillen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. In geval van staking van stemmen wordt ervan uitgegaan dat, al naargelang het geval, de onafhankelijkheid of bekwaamheid van de arbeidsgeneesheer niet in het gedrang is.

Het advies wordt door de voorzitter van de overlegcommissie medegedeeld aan elk der betrokken partijen die verplicht zijn het na te komen. »

**Art. 3.** In artikel 148*nonies* van hetzelfde reglement vervangen bij het koninklijk besluit van 16 april 1985 worden de woorden « de in artikel 106 voorziene erkenningscommissie » vervangen door de woorden « de in artikel 106 bedoelde erkenningscommissie en van de overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten bedoeld bij artikel 2bis van de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren ».

**Art. 4.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

F. 93 — 1618

**24 JUIN 1993.** — Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de concertation des services médicaux du travail, visée à l'article 2bis de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail, notamment l'article 2bis, inséré par la loi-programme du 22 décembre 1989;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er. § 1er.** La Commission de concertation des services médicaux du travail visée à l'article 2bis de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail est composée :

1<sup>e</sup> du directeur général de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail qui en assume la présidence;

N. 93 — 1618

**24 JUNI 1993.** — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de werking van de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten bedoeld in artikel 2bis van de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd bij de programawet van 22 december 1989;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing der Werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeitsraad;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** De Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten bedoeld in artikel 2bis van de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren is samengesteld uit :

1<sup>e</sup> de directeur-generaal van de Administratie van de Arbeids-hygiëne en -geneeskunde, die het voorzitterschap waarneemt;

(1) Références au *Moniteur belge*:

Loi du 28 décembre 1977, *Moniteur belge* du 18 janvier 1978;

Loi du 22 décembre 1989, *Moniteur belge* du 30 décembre 1989.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 28 december 1977, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1978;

Wet van 22 december 1989, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1989.

2<sup>e</sup> de l'inspecteur général, chef de l'Inspection médicale du travail, comme vice-président;

3<sup>e</sup> de cinq membres effectifs et cinq membres suppléants présentés par les organisations représentatives des employeurs;

4<sup>e</sup> de cinq membres effectifs et cinq membres suppléants présentés par les organisations représentatives des travailleurs;

5<sup>e</sup> de trois médecins appartenant à l'Inspection médicale du travail, revêtus d'un grade de rang 13 au moins et désignés par le directeur général de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail en fonction de la localisation du différend à examiner;

6<sup>e</sup> d'un rapporteur, appartenant à l'Inspection médicale du travail, désigné par l'inspecteur général, chef de l'Inspection médicale du travail, en fonction du différend à examiner;

7<sup>e</sup> d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint, appartenant à l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail et désignés par le directeur général de cette administration.

Les membres représentant les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs sont nommés par le Roi. Ils sont choisis sur la base de listes présentées par les organisations représentatives précitées. Celles-ci introduisent leurs propositions auprès du Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions dans un délai de soixante jours suivant la demande faite à cette fin; à défaut les nominations seront effectuées d'office.

Le mandat des membres nommés par le Roi a une durée de quatre ans et est renouvelable.

En cas de fin anticipée du mandat du membre effectif, ce mandat est achevé par le membre suppléant, sauf si le Roi nomme un nouveau membre effectif selon les modalités prévues à l'alinéa 2.

§ 2. Seuls les membres visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, ont voix délibérative. Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>, ont voix consultative. Le membre suppléant n'a voix délibérative que s'il remplace un membre effectif absent.

La Commission ne siège valablement que si la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Le rapporteur est entendu par la Commission.

La Commission décide à la majorité simple des membres présents ayant voix délibérative. Sauf disposition contraire, il ne peut être pris de décision défavorable au médecin du travail en cas de partage des voix.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions.

**Art. 2. La Commission de concertation exécute les missions qui lui sont attribuées par :**

- les articles 3 à 5 inclus de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail;

- l'article 18 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant les modalités selon lesquelles les délégués des travailleurs au Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou les membres de la délégation syndicale du personnel obtiennent le remplacement d'un médecin du travail;

- les articles 112, alinéa 3, 114 et 148<sup>nonies</sup> du Règlement général pour la protection du travail.

**Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.**

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

2<sup>e</sup> de inspecteur-général, hoofd van de Medische Arbeidsinspectie, als ondervoorzitter;

3<sup>e</sup> vijf werkende en vijf plaatsvervangende leden voorgedragen door de representatieve werkgeversorganisaties;

4<sup>e</sup> vijf werkende en vijf plaatsvervangende leden voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties;

5<sup>e</sup> drie geneesheren die behoren tot de Medische Arbeidsinspectie, die ten minste bekleed zijn met een graad van rang 13 en die aangewezen zijn door de directeur-generaal van de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde op grond van de plaats van het te onderzoeken geschil;

6<sup>e</sup> een verslaggever die behoort tot de Medische Arbeidsinspectie en die is aangewezen door de inspecteur-generaal, hoofd van de Medische Arbeidsinspectie, op grond van het te onderzoeken geschil;

7<sup>e</sup> een secretaris en een adjunct-secretaris die behoren tot de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde en die aangewezen zijn door de directeur-generaal van die administratie.

De leden die de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers vertegenwoordigen worden benoemd door de Koning. Zij worden gekozen uit kandidatenlijsten voorgelegd door de voormalige representatieve organisaties. Deze organisaties moeten hun voorstellen binnen zestig dagen na het hun daartoe gericht verzoek indienen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en Arbeid behoren, zoniet worden de benoemingen ambtshalve gedaan.

Het mandaat van de door de Koning benoemde leden duurt vier jaar en is hernieuwbaar.

Bij voortijdige beëindiging van het mandaat van een werkend lid, voleindigt de plaatsvervanger het mandaat, tenzij de Koning een nieuw werkend lid benoemt volgens de modaliteiten bepaald in het tweede lid.

§ 2. Enkel de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 3<sup>e</sup> en 4<sup>e</sup>, zijn stemgerechtigd. De leden bedoeld in § 1, eerste lid, 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> en 5<sup>e</sup>, hebben een raadgivende stem. Het plaatsvervangende lid is maar stemgerechtigd als het een werkend lid vervangt dat afwezig is.

De Commissie houdt enkel rechtsgeldig zitting als de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

De verslaggever wordt door de Commissie gehoord.

De beslissingen worden met gewone meerderheid genomen door de aanwezige leden die stemgerechtigd zijn. Tenzij anders is bepaald, kan bij staking van stemmen geen voor de arbeidsgeneesheer ongunstige beslissing genomen worden.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en Arbeid behoren.

**Art. 2. De Overlegcommissie voert de opdrachten uit die haar worden toegezwezen bij :**

- de artikelen 3 tot en met 5 van de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren;

- artikel 16 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van de wijze waarop de afgevaardigden van de werknemers in het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen of de leden van de vakbondsafvaardiging van het personeel een arbeidsgeneesheer kunnen doen vervangen;

- de artikelen 112, derde lid, 114 en 148<sup>nonies</sup> van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

**Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.**

Gegeven te Brussel, 24 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET